

FEUX DE FORÊT

Le DG des forêts répond à Sonelgaz

Début de polémique entre le secteur des forêts et Sonelgaz au sujet des dégâts subis par des lignes de haute tension du réseau de transport et de distribution de l'électricité traversant les forêts suite aux derniers incendies touchant nombre de wilayas du pays.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - La Direction générale des forêts n'a pas tardé à répliquer à son homologue de la Sonelgaz. «Sonelgaz, qui est membre du comité opérationnel, n'accomplit pas convenablement ses missions concernant le débroussaillage des passages de ses lignes haute tension et moyenne tension qui relèvent de ses obligations», estimait, hier, le directeur général des forêts dans une conférence de presse consacrée à la situation des feux de forêt.

Pour Azedine Sekrane, le groupe public de l'électricité et du gaz porte toute la «responsabilité» dans les dégâts occasionnés à ses structures du fait que, explique-t-il, la chute par terre d'un câble électrique provoque instantanément des incendies.

Cette réplique de la Direction générale des forêts vient après la

sortie de son homologue de la Sonelgaz qui soutient que des lignes haute tension du réseau de transport et de distribution de l'électricité traversant les forêts ont subi de «graves dommages» suite aux incendies ayant touché plusieurs régions du pays.

«Les lignes haute tension interconnectées en 220 et 400 KV qui traversent les forêts du pays ont été gravement affectées par les feux intenses enregistrés notamment à El-Tarf, Souk-Ahras, Guelma, Azzaba, Collo, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Tipasa, Blida et Médéa», précisait-elle dans un communiqué rendu public la veille, samedi. Avec comme conséquence directe, la privation de Sonelgaz de la puissance disponible dans ses centrales à fournir à la clientèle dans de bonnes conditions, alors que des pics de puissance



Azedine Sekrane, DG des forêts.

exceptionnels sont enregistrés tel celui enregistré lundi dernier qui avait atteint 14 200 mW.

Faisant état de 1 604 foyers ayant parcouru une superficie de 14 310 dont 4 848 ha de forêts, 4 656 ha de maquis et 4 806 ha de brous-

saillies, et ce, du 1^{er} juin au 5 août, le directeur général des forêts a mis le doigt sur les contraintes entravant l'action des agents forestiers et des autres secouristes relevant des autres secteurs comme la Protection civile. «80% de nos forêts ne répon-

dent pas aux normes internationales en matière d'accès», affirme Sekrane, citant également la «jeunesse» du relief, par ailleurs très «escarpé» ou encore la pluviométrie en nette baisse ces dernières années qui ont provoqué «l'assèchement» des points d'eau et le «séchage» des herbes aux abords et à l'intérieur des forêts. Au sujet du recours aux moyens aériens dans la lutte contre les incendies de forêt, le directeur général des forêts affirme que les missions de l'organisme se limitent à l'aspect de prévention et de protection du patrimoine forestier du pays. Il ne manque pas, cependant, de préciser que l'usage de tels moyens, comme les canadiens, se heurte à une contrainte de taille, celle de la «présence d'habitations au cœur des forêts» comme si pareille situation n'existe pas ailleurs, chez nos voisins tunisiens ou encore en Espagne, au Portugal et autre France où les feux de forêt sont combattus avec de tels moyens aériens !

M. K.

INCENDIES À EL-TARF

Les raisons d'un désastre annoncé

C'est, pratiquement, la débâcle totale dans la wilaya d'El Tarf, quant au dossier des plans anti-incendie.

En effet, des responsables de la direction de la Conservation des forêts qui ont préféré rester incognito, sont unanimes à dénoncer avec véhémence la gestion chaotique et catastrophique du secteur des forêts par l'exécutif de wilaya durant ces 4 dernières années.

Le wali sortant n'a jamais daigné consacrer un conseil de wilaya, en bonne et due forme, pour étudier, dans les moindres détails, la problématique des feux de forêt à travers les 24 communes que compte la wilaya. Au contraire, il n'avait d'yeux que pour les projets de l'amélioration urbaine et les projets d'investissement (Calpiref). Les forêts, un secteur névralgique et d'importance extrême pour la wilaya de par son cachet agropastoral et touristique, furent reléguées à un rang dérisoire ou plutôt oublié des priorités. Durant ces trois dernières années, aucune opération d'envergure n'a été effectuée pour l'entretien des tranchées par feux ou les pistes forestières. Au contraire, tous les projets réalisés durant les années de l'opulence financière du pays ont été délaissés et livrés aux aléas climatiques. Une situation qui a favorisé la propagation des feux à une cadence vertigineuse, dernièrement. Le relief s'y prête à merveille, à ajouter à une année frappée par une sécheresse exacerbée, ont martelé nos interlocuteurs exaspérés et meurtris par tant d'indifférence et de laisser-aller.

Dans le même registre, les conditions météorologiques extrêmes qui touchent pratiquement l'est du pays, au cours de, quasiment, chaque saison estivale, imposent une révision de fond en comble du dispositif de lutte anti-feux élaborés par la Protection civile.

De fait et comme revendiqué par le conservateur de wilaya des forêts, lors de la réunion de jeudi dernier, présidée par le ministre l'Intérieur, «la mise en place d'un dispositif performant de vigies disposant de tous les moyens modernes de communi-

cation sont une nécessité absolue. Nous avons inscrit la réalisation de 16 postes de vigies qui sont malheureusement en attente de réalisation». Il est à signaler que les projets de la conservation sont tous touchés par le gel, à cause de la rigueur budgétaire imposée par les pouvoirs publics.

Cependant, d'aucuns affirmeront qu'il est temps de procéder à une analyse des risques incendie dans la

wilaya d'El-Tarf ou existe, de surcroît, le Parc national d'El-Kala (PNEK).

«Le manque de moyens aériens, dont des canadiens, pour circonscrire tout départ de feu interpelle les responsables locaux pour la mise en œuvre d'un maillage dense de pistes pour faciliter et avec célérité l'attaque des feux par les pompiers dans des conditions adéquates», ont martelé nos mêmes interlocuteurs et d'ajou-

ter qu'«effectivement le lancement d'un Numéro Vert pour prévenir les feux de forêt est une nécessité absolue.

Le débroussaillage des routes situées à l'intérieur des forêts doit être effectué périodiquement et à chaque saison estivale. Aussi, la population doit être impliquée et mobilisée pour venir en aide aux forestiers et pompiers pour lutter effi-

cacement contre les feux». Quoi qu'il en soit, les incendies qui ont touché la wilaya ont démontré, sans l'ombre d'un doute, qu'il est judicieux de mettre en place un dispositif de lutte adéquat pour la wilaya avec en filigrane un dispositif de renfort national pour ne plus agir d'une manière circonstancielle et sur ordre d'en haut.

Daoud Allam

LES DÉPARTS EN CONGÉ ANNUEL SONT-ILS DERRIÈRE CETTE SITUATION ?

Des hôpitaux se vident de leurs personnels

Le ministère de la Santé instruit annuellement les responsables des établissements de santé de bien organiser les congés annuels des personnels de santé afin d'assurer la continuité des activités. Chaque médecin en congé est donc censé avoir un remplaçant. Pourtant, chaque année, les établissements de santé se retrouvent vides de leur personnel médical notamment durant la période estivale.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - S'il est difficile de se soigner dans les établissements de santé publics au cours de l'année, la situation est encore pire durant les mois de juillet et août.

Une période des grands départs en congé annuel et durant laquelle les services de santé se retrouvent dépourvus du personnel soignant. Devant cette situation, le ministère de la Santé qui a fait son constat, il y a plus de trois ans, est intervenu pour demander aux responsables de ces structures de bien gérer les demandes de congé de leur personnel.

Le congé annuel est certes un droit et il est établi au niveau de chaque établissement de santé conformément à la réglementation. Cependant, le ministère de la Santé a exigé à ce que la continuité des activités soit assurée durant cette période au niveau de tous les services. Le ministère a demandé à ce que les départs en congé soient affichés sur des tableaux au niveau de chaque établissement.

Pourtant, le problème d'absence du personnel, en raison des départs en congé, ne s'est pas réglé. La situation est tellement critique au point de causer des décès faute de prise en charge. Des patients errent d'un établissement à un autre et d'une polyclinique à une autre à la recherche d'un médecin spécialiste. Souvent, ils sont obligés de faire des kilomètres pour pouvoir être auscultés. C'est le cas de la parturiente de Djelfa. Décédée en route après avoir fait le tour de trois hôpitaux sans pouvoir bénéficier d'une prise en charge. Etablir un certificat d'inhumation est un parcours du combattant dans certaines wilayas faute de médecins légistes en poste.

Les départs en congé sont-ils la seule raison de l'absence du personnel au niveau des établissements de santé ? M^{me} Ouahioune, présidente du Syndicat national des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires (SNECHU), estime que le problème est une question de gestion. Tout en se disant



Les services de santé sont dépourvus de personnel soignant.

«très affectée par le drame de la parturiente de Djelfa», la présidente du SNECHU a indiqué que la réglementation en vigueur stipule que chaque personne qui doit partir en congé, doit avoir son remplaçant. «Dans les imprimés que nous signons dans les hôpitaux pour nos départs en congé, la signature du remplaçant est obligatoire», a-t-elle soutenu. Le problème se pose, poursuit-elle, dans les structures où l'on affecte seulement un seul spécialiste. Mais, s'interroge-t-elle, «est ce que réellement il y a un seul médecin spécialiste dans un service ?».

Le syndicat ne peut pas être affirmatif dans sa réponse en raison d'absence de statistiques offi-

cielles. Selon le département de Hasbellaoui, le problème qui se pose, c'est surtout le manque de formation conséquente dans certaines spécialités stratégiques. Dans certaines spécialités, il y a un seul médecin pour un service. C'est le cas, cite-t-on, de la médecine légale, de la radiologie ou de l'anesthésie-réanimation.

La gynécologie obstétrique n'est pas en reste. Mais, le problème de cette spécialité, explique-t-on, c'est le fait que le personnel spécialiste préfère s'installer dans le privé. Ainsi sur les 1 900 spécialistes dans la gynécologie obstétrique existants, 1 300 sont installés dans le privé.

S. A.